

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XII.

No. 12.

Prix du numéro, 7 centims.—Annonces, 10 centims. l'aligne.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 24 MARS 1881

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est imprimée et publiée tous les jeudis par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND (limitée,) à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : " Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : " Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

UNE AUTRE MAGNIFIQUE PRIME

Nous préparons en ce moment pour ceux qui paieront leurs arrérages et leur abonnement jusqu'au premier janvier prochain, une magnifique gravure, une copie d'un tableau de Raphaël, représentant sainte Cécile qui chante et effleure des doigts les touches d'un orgue pendant que le ciel et la terre l'écoutent. Le ciel est représenté par un chœur d'anges et la terre par la crosse et l'épée, par tous les âges et les conditions de la vie, la jeunesse et la vieillesse, l'Eglise et l'Etat. Au pied de la sainte sont épars des instruments de musique.

Rien de plus beau. Cette gravure nous coûte cher, mais nous nous sommes décidés à faire encore une fois ce sacrifice afin de montrer notre désir de plaire à nos abonnés. Nous espérons qu'on nous en tiendra compte et qu'on va s'empresser de faire ce qu'il faut pour remplir un devoir et obtenir une prime qui vaut presque l'abonnement. A moins de publier notre journal pour rien complètement ou de payer une commission à nos abonnés pour les faire lire L'OPINION PUBLIQUE, nous ne savons pas ce que nous pouvons faire de plus.

Nous sommes sûrs, dans tous les cas, que ceux qui auront vu une fois la prime que nous offrons, voudront l'avoir à tout prix.

Nous prions nos abonnés de la ville de se préparer à recevoir la visite de notre collecteur. Il se présentera à eux avec des reçus à la main pour ceux qui paieront leur abonnement. Nous espérons que personne ne refusera de payer ce qui nous est dû et qu'on ne l'obligera pas de retourner plusieurs fois au même endroit. Nous prions nos abonnés de faire attention à ce que nous offrons à ceux qui paieront leurs arrérages et leur abonnement jusqu'au premier janvier prochain.

LES HOMMES DE 37-38

Révélation faite en prison par le Dr Brien, le faux ami du noble de Lorimier.

Prison de Montréal, nov. 1838.

Je partis pour les États-Unis, le vingt-septième jour de décembre mil huit cent trente-sept, en compagnie de messieurs Et. Chartier et Chamilly de Lorimier. En arrivant à St-Albans nous trouvâmes toute la population en émoi et occupée à préparer et organiser une expédition contre le Bas-Canada. Tout se faisait sous la direction de Louis-Joseph Papineau, alors à Albany, où il se consultait secrètement avec le gouverneur Marcy, M. Dahswerth, chancelier de l'Etat et quelques-uns des hommes les plus distingués de l'Etat de New-York. Amédée Papineau lui-même qui a étudié la loi avec le chancelier et qui a vécu dans les termes de la plus parfaite intimité avec lui, m'a communiqué ces faits et j'incline beaucoup à les croire absolument vrais.

Lorsque Papineau était à Albany, il reçut, au commencement de décembre, des offres de service venant des généraux Scott et Wool. Ces officiers sont en disponibilité dans leur pays. Ils ont offert à Papineau de venir prendre le commandement des Canadiens et de ne pas exiger un seul sou du gouvernement qu'ils allaient établir jusqu'à ce que l'indépendance du pays fût devenue un fait accompli; ils offrirent aussi d'emmener avec eux un grand nombre d'officiers subalternes, de volontaires et de soldats. Papineau hésitait et dans le même temps le gouvernement requit le service de ces officiers sur la frontière et depuis je n'ai entendu parler d'eux que comme commandants des forces américaines.

Wool, plus tard, a fait voir son dépit et sa mauvaise humeur en manœuvrant contre les patriotes, indigné qu'il était de ce qu'on eût négligé ses offres de service et de ce qu'on eût tout dévoilé.

Papineau à qui l'on avait fait entendre qu'il pourrait emprunter deux cent mille dollars à New-York, à Albany, à Baltimore, à Philadelphie et dans d'autres endroits, se rendit à Middlebury, le premier janvier, pour rencontrer tous les fugitifs canadiens qui avaient fait leur rendez-vous de cette petite ville du Vermont. E. E. Rodier, le Dr Bouthillier, Joseph Vincent, Beaudreau, Courcelles et le Dr Davignon, accompagnés de nombre d'autres dont les noms m'échappent se rendirent dans le même temps en cet endroit. Papineau se tint caché, ne vit que quelques-uns des fugitifs, se déclara opposé à l'abolition sans restriction des droits des seigneurs et s'attira le blâme de la plupart des patriotes qui commencèrent à soupçonner qu'il avait des vues intéressées. Il y eut de brulantes altercations entre Rodier et Papineau.

Le Dr O'Callaghan était de l'avis de Papineau. Côte, Nelson et Bouthillier m'ont relaté ces faits et j'en garantis l'exactitude.

De ce moment Papineau cessa de diriger le mouvement contre le Canada. Nelson qui jusqu'alors était demeuré tranquille à Champlain, poussé, disait-il, par la situation dangereuse de son pays, par

sa pauvreté et par son propre frère, se déclara chef de l'expédition qui s'organisait. Il me fit chercher à Plattsburgh par Chevalier de Lorimier. Tous les Canadiens se mirent alors à l'œuvre. Nous prîmes la maison d'un nommé Healt, tailleur de marbre, dont on se servit comme d'atelier. Nous travaillions dans la partie supérieure de cette maison au nombre de vingt, trente ou quarante, selon que l'exigeaient la nécessité ou les circonstances.

Côte, madame Côte, R. Nelson, Fleuremont, Courcelles, Malo, Joshua Bell, James Davis et deux autres Davis du comté des Deux-Montagnes, Beaudreau et moi aidés de quelques américains tels que MM. Scarley, Sarburn, Arock, père et fils, nous fîmes près de quatre-vingt mille cartouches ou environ. Nous obtenions à crédit une grande partie des munitions. Nous n'avions à payer que les articles de peu d'importance. La plus grande partie de nos balles, de notre plomb et de notre poudre nous venait d'une petite ville située près de Plattsburgh. Les Américains nous fournissaient les traîneaux pour passer les lignes.

Lorsque nous opérâmes notre retraite sur les États-Unis, le premier mars 1838, le général Wool, je crois, s'empara de tous nos munitions. Il y avait environ quinze cents ou deux mille faisceaux d'armes. Nous avions eu la plupart de ces armes ainsi que les bayonnettes de l'arsenal d'Elizabeth Town, Etat de New-York. Elles portaient à découvert les marques distinctes des armes américaines. Toutes ces armes et munitions furent expédiées à l'arsenal de Vergennes. Pourtant, si je m'en souviens bien, une partie de ces armes et les canons qui n'étaient pas arrivés à temps pour traverser la frontière avec nous, restèrent chez un nommé Caine de Swanton. Aux États-Unis les Canadiens avaient réussi à obtenir beaucoup d'armes des particuliers.

Je connais un certain M. McKeerman, vivandier, de St-Athanase, qui a ainsi ramassé plus de cinquante faisceaux et les villes de Cambridgeborough, Johnstown et Swanton ont fourni chacune une pièce d'artillerie. Les villes de Montpellier et de Middlebury ont aussi fourni des carabines et un canon. Nous trouvâmes à notre disposition, en entrant à Caldwell's Manor, neuf ou dix pièces d'artillerie de calibre divers, qui, après la déaite, furent réclamées par différentes villes, avec la promesse de nous permettre de nous en servir encore au cas où nous nous déciderions à attaquer de nouveau le Canada. Bryant, de Bangor, dans l'Etat du Maine, nous a servis tout le temps avec beaucoup d'activité. C'est un homme sobre, entreprenant, résolu; il servit pendant quelque temps au Texas et il est plein d'ardeur martiale. C'est l'organe dont le gouvernement du Maine s'est servi pour nous engager secrètement à créer des embarras au gouvernement anglais, dans le Bas-Canada, pendant qu'il s'engageait à forcer le Congrès à agir immédiatement dans la question de la délimitation du territoire et d'en faire faire une carte déterminant la frontière à créer. Le gouverneur du Maine (Kent) espérait produire une rupture avec cette dispute de territoire et servir nos intérêts en intéressant toute l'Union à notre querelle.

C'est là ce que Bryant a déclaré devant moi à maintes reprises en parlant à Nelson, à Côte, et à d'autres.

Quand lord Durham vint au Canada, les fugitifs Canadiens opposés à toute réconciliation, comme R. Nelson, Malhiot et Côte continuèrent à former de nouveaux plans d'invasion. Désespérés de voir tous leurs secrets divulgués par l'indiscrétion de leurs gens, alors qu'ils avaient besoin d'un secret absolu—qualité nécessaire à tous ceux qui se mêlent de conspirer—they résolurent de former une association dont l'existence serait cachée aussi bien aux États-Unis qu'au Canada.

Je ferai connaître ailleurs le nom, le but, les signes et les secrets de cette société et je continue pour le moment mon récit.

J'étais à Saint-Albans, ne songeant qu'à retourner au sein de ma famille bien-aimée. Lorsque Nelson, Chevalier de Lorimier et Doré de St-Eloiard, arrivèrent à Saint-Albans, venant de Burlington. Ils me dirent qu'ils avaient à me confier un grand secret, et qu'ils voulaient me faire entrer dans un complot contre le gouvernement anglais; qu'ils étaient certains du succès; qu'ils avaient des forces considérables à leur disposition, et que la conspiration avait déjà des ramifications dans le monde entier. Je me rendis à leurs sollicitations. Nelson, Côte, Doré et de Lorimier, me firent entrer dans l'hôtel Campbell. J'avais les yeux bandés et j'étais à genoux. Je fus alors mis au courant du nouveau projet. L'exécution en fut fixée au mois de septembre. Ils étaient en communication constante avec McLeod et MacKenzie. McLeod lui-même vint à Saint-Albans, à Plattsburgh et en d'autres endroits pour avoir une entrevue avec les chefs du Bas-Canada. Il était totalement dénué d'argent; Sarburn, de Lorimier et moi lui en fournîmes pour le mettre en état de continuer son voyage convenablement. Il nous dit qu'avec le nombre d'hommes, la quantité d'armes et de munitions qu'il avait à sa disposition, il était en état de faire avec succès l'invasion du Haut-Canada.

Les Américains de Détroit, Cleveland, Munroe, Buffalo, Rochester, Oswego, Ogdensburg, Albany, New-York et autres villes le mettraient en état d'attaquer le Haut-Canada à deux différents endroits. Il ne demandait aux bas-Canadiens que de garder une attitude hostile et menaçante, afin de forcer les troupes anglaises à rester dans le Bas-Canada, pendant que McLeod attaquerait le Haut-Canada en deux différents endroits avec des forces formidables, en manœuvrant du côté du district occidental où il comptait rencontrer beaucoup de partisans, et du côté du district de Johnson, pour couper les communications par le Saint-Laurent entre les deux principaux points, Montréal et Kingston. Il voulait que les habitants des comtés des Deux-Montagnes et de Vaudreuil coupassent les communications sur l'Ottawa, arrêtaissent les bateaux et rendissent inutile la position intérieure du canal Rideau. McLeod devint membre de la société, dont il n'avait pas encore entendu parler; il nous dit qu'il existait une association semblable dans le Haut-Canada et sur la frontière, et qu'a son retour parmi les siens il ferait adopter celle-ci de préférence à toutes les autres. Nelson était là, en quête de ressources pécuniaires; il pensait pouvoir obtenir de l'argent de la maison Astor et Creal, de New-York. Il se fit signer une procuration par les patriotes de Swanton et de Saint-Albans, en vertu de laquelle il agissait comme une sorte de